

Pour réanimer la croissance, le Conseil d'analyse économique propose un contrat de travail européen

« L'architecture institutionnelle de la zone euro, telle qu'elle a été dessinée par le Traité de Maastricht, a laissé s'installer de graves déséquilibres » (bulles immobilières, boom du crédit, expansion démesurée des bilans bancaires, dérive budgétaire). C'est en partant de ce constat, largement partagé, que le Conseil d'analyse économique (CAE) avance six propositions pour « compléter l'euro » dans une note qu'il vient de publier, signée d'une dizaine d'économistes de la place (Patrick Artus, Agné Benassy-Quéré, Laurence Boon, Jacques Cailloux, Jacques Delpla, Jean Tirole ...).

La pérennité de la zone euro dépendra des progrès qui restent à accomplir dans trois domaines, soulignent ces économistes : la régulation des banques, le réglage des politiques budgétaires et les politiques de croissance. Parmi leurs six propositions se déclinant selon ces trois axes, la plus novatrice est que *« l'Europe se dote d'une véritable politique du marché du travail, couplée à une assurance-chômage européenne. (...) La mise en oeuvre pratique de cette proposition passerait par la définition d'un contrat de travail européen »*.

A voir dans notre base « Ressources », rubrique Institutions et Organisations Françaises, Conseil d'analyse économique, « compléter l'euro ».